

LE PEUPLE GREC A LA CROISEE DES CHEMINS

IMPASSE REFORMISTE ou VOIE REVOLUTIONNAIRE

A l'initiative du « mouvement social grec »¹, des manifestations se sont déroulées en France et dans toute l'Europe afin de « soutenir le peuple grec » au moment où Syriza négocie une nouvelle fois le paiement de sa dette avec l'Union Européenne.

Dans ces manifestations et les dernières positions publiques deux lignes se sont manifestées : celle qui tend à soutenir l'initiative de Syriza qui tend à négocier le prix de la dette, son échéance, celle qui soutient l'action des communistes grecs et qui dénonce l'action du gouvernement, réclamant le non-paiement de la dette par le peuple.

Les organisateurs veulent s'en tenir à la question de la « solidarité avec le peuple grec. Pourtant, au sein de ces rassemblements, la discussion est engagée autour de la lutte des classes aigue qui traverse la Grèce. Soutenir le peuple ne veut rien dire en tant que tel. Derrière ce simple soutien au peuple, le mouvement de solidarité soutient en réalité la politique de Syriza. Il faut clarifier, quelle classe sociale, quel parti politique soutenons-nous en Grèce ? Il est clair que nous ne soutenons pas les capitalistes grecs et les différents partis politiques qui les représentent. Mais cela ne suffit pas. Les communistes sont internationalistes. Ils soutiennent les travailleurs grecs qui refusent l'austérité, mettent en avant la perspective du socialisme. De même, la crise qui secoue la Grèce n'est pas un phénomène isolé mais généralisé. L'ensemble du monde capitaliste est touché par la crise, à divers degrés. La situation politique grecque a donc une portée internationale. Comme les Grecs, nous nous posons

la question en France de savoir ce qu'il faut faire pour contrer l'austérité imposée par les gouvernements de droite comme de gauche. Ainsi, pour développer des solutions à nos situations, nous ne devons pas hésiter à tirer des enseignements politiques de ce qu'il se passe en Grèce. Nous devons nous « nourrir » de l'expérience du mouvement ouvrier international pour lutte contre la classe bourgeoise. C'est en cela que vit l'internationalisme prolétarien : solidarité avec les travailleurs du monde entier, et enseignements/bilan des luttes du mouvement ouvrier international.

Disons-le clairement, la situation en Grèce avec l'arrivée au pouvoir de Syriza est un moment important pour le développement de la conscience politique du mouvement ouvrier des pays impérialistes. Il y a actuellement deux façons de répondre à la crise internationale du système capitaliste :

- 1) La façon des réformistes : le système changera par réformes graduelles en arrivant au pouvoir par les élections. Les réformistes axent tout leur programme sur la redistribution des richesses sans toucher à la propriété capitaliste des moyens de production. En Europe, cette façon de voir s'exprime, chacun dans leur contexte national par Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, le Front de Gauche en France.
- 2) La façon des révolutionnaire, des communistes : il faut changer de système. La réforme est possible avec un rapport de force de classe mais n'est pas un but en soi, peut toujours être remise en cause sous le capitalisme. Il faut donc abattre le capitalisme, transformer la propriété privée en propriété du peuple travailleur

(propriété sociale). Les communistes veulent construire une société socialiste.

Jusqu'à présent, la lutte dans le mouvement ouvrier entre réformistes et communistes se faisait sur la base d'arguments idéologiques, théoriques ou historiques. Maintenant, nous sommes à un tournant. Les faits concrets, pratiques, sont en train de montrer en Grèce l'échec du réformisme. Syriza ne tient pas parole, reste enfermé dans la dictature du capital et plie face aux exigences des bourgeoisies européennes. Les propositions de Tsipras aux créanciers le prouvent. surtout, Syriza n'a pas touché à la cause des inégalités en Grèce. En conséquence, le peuple et plus particulièrement la classe ouvrière continuent de subir la crise du capitalisme et payent la dette de la Grèce. Mais quelle est l'origine de la dette ? Qui a endetté la Grèce ? Qui en profite ? L'UE, ce cartel d'impérialistes et le gouvernement grec Syriza font payer la dette au prolétariat grec. Les communistes ne doivent pas se tromper : les travailleurs ne sont pas responsables de la dette. Ils produisent de la richesse, ce ne sont pas des feignants. D'après l'OCDE, les Grecs travaillaient en moyenne 42 h par semaine alors que la moyenne de l'Union Européenne est de 37 heures par semaines. Et les impérialistes en complicité avec Syriza veulent dégrader toujours plus les conditions de vie du peuple.

Les communistes en France ne peuvent soutenir que les forces qui défendent le non-remboursement de la dette par le peuple. L'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara, assassiné par l'impérialisme mettait en garde ainsi son peuple : *«La dette ne peut pas être remboursée parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons en sûrs également.»*

Soyons-en sûr en effet , sans le rejet de la dette et la rupture avec le capitalisme, les travailleurs sont condamnés à verser leurs forces et leur sang pour créer des richesses dont ils ne profiteront pas, dont ils seront dépouillés par l'impérialisme et la bourgeoisie grecque.

Nous voyons bien tous que la volonté de réforme ne suffit pas concrètement à changer la situation. Il est impossible d'aménager le système capitaliste, le système capitaliste ne se change pas. Il reste toujours inégalitaire car la cause de l'inégalité entre une minorité d'exploiteurs qui possède et une majorité d'exploités qui produit est préservée par le réformisme. Il faut tirer les enseignements de cette expérience grecque.

Pour changer sa situation, pour mettre fin à l'austérité qui est la tâche immédiate de la classe ouvrière européenne, il est nécessaire de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme. Il n'y a pas d'autre voie. Il ne suffit pas de contester le capital, d'être contestataire, il faut aussi proposer des perspectives anticapitalistes.

L'échec de Syriza et la capitulation de Tsipras devant les diktats du capital financier international est la démonstration concrète de l'utopie des théories et des politiques réformistes, y compris celles du réformisme dit « radical ». De ce point de vue, l'opposition d'une partie de Syriza au plan d'austérité signé par Tsipras et voté par le parlement sera vaine si ses membres ne rejoignent pas les forces anticapitalistes engagées dans la rue. Même si les conditions n'en sont pas toutes réunies aujourd'hui, la révolution est la question posée et à résoudre.

Aujourd'hui les communistes qui partagent cette analyse doivent agir pour expliquer et défendre la voie révolutionnaire en Grèce contre les utopies réformistes et opportunistes. Et ce combat en France ne peut que favoriser l'émergence d'un véritable parti communiste dont le prolétariat a besoin pour lui aussi s'engager dans la voie révolutionnaire.

SORTIR DE L'EUROPE OU SORTIR DU CAPITALISME

Le 30 mai dernier a eu lieu à Paris un rassemblement dont le but politique partagé des organisateurs est la sortie de l'UE, de l'euro, de l'OTAN, la reconquête de la souveraineté (ou de l'indépendance) de la France, prise dans un « étau politique » par le « broyeur euro-atlantique » qu'est l'UE. (Ce qui est entre guillemets est dans un texte du PRCF adressé à ses « militants et sympathisants » daté du 25/2/2015). Participaient à ce rassemblement le PRCF, bien sûr, mais aussi la Coordination Communiste et quelques autres groupes. Ce thème, récurrent chez des groupes issus du PCF dans les années 1990 est rejeté par le ROCML. Pourquoi ?

Pourtant, en 2005, le Collectif Militant Communiste (**collectif qui a participé à la création à du ROCML**) avait pris position et milité pour le vote NON au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen. Avec d'autres organisations (URCF, PCOF) un meeting fut organisé à Paris le 15 mai 2005 sous le mot d'ordre NON au référendum sur le TCE.

Le ROCML juge que l'appel et les actions unitaires menées par CMC pour faire campagne pour voter non au référendum sur le TCE étaient justes. **Alors pourquoi aujourd'hui le ROCML ne se reconnaît-il pas dans les mots d'ordre de reconquête de l'indépendance nationale, de sortie de l'UE et de l'euro mis en avant à toutes occasions par le PRCF et la CC 59-62 ?**

Dans le numéro 12 de son bulletin MILITANT COMMUNISTE, le CMC (Collectif Militant Communiste) avait exposé dans le détail son argumentation pour le vote NON au TCE. Nous écrivions alors :

« **VOTER NON POURQUOI ?**

Fondamentalement, il s'agit pour nous de faire obstacle à la réalisation du projet de bloc impérialiste des bourgeoisies monopolistes européennes qui n'est rien d'autre et qui ne peut être rien d'autre qu'un instrument aux mains de ces bourgeoisies pour exploiter davantage les prolétariats et les peuples d'Europe et du monde, un instrument d'oppression et de répression, de reconquête coloniale et de repartage de la planète, un instrument économique, politique et militaire pour résoudre, y compris par la guerre, les rivalités qui opposent les impérialismes et les blocs impérialistes entre eux.

Au travers de ce combat contre l'Union Européenne, nous voulons affaiblir l'impérialisme français, celui que notre classe et notre peuple sont en mesure de combattre et de renverser pour établir leur propre pouvoir et construire le socialisme.

Notre but est d'ébranler l'édifice européen pour le détruire.

(...)Par le moyen de l'UE, l'impérialisme français écrase un peu plus la classe ouvrière et le peuple de France. En même temps, il développe ses surprofits en exploitant, au nom du marché libre européen et international, les prolétariats des ex-pays socialistes ruinés par la contre révolution bourgeoise et des pays maintenus dans la pauvreté et le sous-développement. L'UE n'est pas seulement l'ennemi des peuples des nations impérialistes d'Europe, mais aussi des peuples dominés en Europe et à travers le monde. En votant NON, nous exprimerons aussi notre solidarité avec ces derniers. »

En bref, l'appel du CMC de voter NON était fondé sur le principe d'affaiblir notre propre impérialisme et sur l'internationalisme prolétarien. Rien à voir avec la défense de l'indépendance nationale et l'amour du drapeau bleu blanc rouge !

Avec le PRCF notre désaccord porte sur deux points d'analyse stratégiques fondamentaux :

Le premier est que la France actuelle (bourgeoise, capitaliste impérialiste) serait « broyée par l'UE atlantique » et que les reculs économiques, sociaux, et politiques de cette France-là, viennent de là. La reconquête de l'indépendance nationale « broyée » par l'UE atlantiste pilotée par l'Allemagne et vassale des USA permettrait un renouveau progressiste pour la France.

Le second est que le retour à l'indépendance nationale par la sortie de l'UE est la condition pour ouvrir la possibilité d'une révolution socialiste dans notre pays.

Ces deux points sont étrangers à l'analyse révolutionnaire et à l'idéologie communiste marxiste-léniniste.

Sur le premier point, nous affirmons que dans l'UE, la France n'est pas un pays « broyé » par les USA et leur allié allemand. D'abord, il faudrait prouver que l'Allemagne est effectivement l'agent des

USA pour imposer leur direction sur l'Europe. Il est clair que l'Allemagne lutte pour elle-même pour cette direction. Y compris en s'opposant aux USA. Car chaque impérialisme national travaille d'abord pour lui-même avant de s'allier et aussi quand il s'allie avec un autre impérialisme.

Ensuite, c'est oublier que la France actuelle est elle-même un pays impérialiste qui lui aussi vise à faire valoir ses intérêts particuliers au sein de l'UE en alliance et en rivalité avec les autres impérialismes. Faire de la France une victime, c'est tout simplement nier ou oublier que la France est elle-même un pays impérialiste qui « broie » et vise à broyer d'autres nations en Europe, et dans le monde. Le développement inégal du capitalisme-impérialisme ne fixe d'ailleurs pas éternellement la domination de tel impérialisme sur tel autre.

Faire de la France une victime de l'UE, c'est cultiver tous les réflexes chauvins contraires à l'internationalisme prolétarien. Ainsi, l'attachement réactionnaire au drapeau Bleu Blanc Rouge constitue le symbole de ce chauvinisme, que le PRCF appelle « patriotisme ». **Ce drapeau n'est pas celui de la classe ouvrière en France et dans le monde car c'est avec ce drapeau que la bourgeoisie française a massacré les peuples et le prolétariat aux quatre coins du monde pendant des siècles et encore aujourd'hui.**

Bref, le mot d'ordre de sortir de l'UE sur la base de la reconquête des intérêts nationaux de la France capitaliste impérialiste d'aujourd'hui est un mot d'ordre qui détourne le prolétariat de son objectif premier : détruire son impérialisme et non simplement le critiquer parce qu'il serait faible face aux autres impérialismes. Quel serait le discours de nos « communistes patriotes » si la France était la puissance dominante ?

Nous arrivons au deuxième point de désaccord: la sortie de l'Europe comme préalable au progrès social et à la voie de la révolution socialiste.

A en croire le PRCF, la sortie de la France de l'UE permettrait (est la condition !) pour sortir de la régression sociale et avancer vers la révolution (la transformation ?) socialiste. Tous les maux économiques et sociaux viendraient donc de la soumission de l'Etat français aux diktats de Bruxelles et de l'Allemagne de Merkel...

Pour échapper à ces diktats, il n'y aurait rien de mieux que de s'y soustraire en sortant de l'Europe. Ils sont bien naïfs, nos camarades du PRCF ! Hors de l'UE, la bourgeoisie monopoliste française AU POUVOIR serait-elle plus sociale, plus progressiste que les autres bourgeoisies de l'UE ? Le fait d'avoir une liberté vis-à-vis des « diktats » européens a-t-il empêché la bourgeoisie anglaise d'être autant réactionnaire sinon plus que les bourgeoisies de l'UE ?

La réponse est évidente. Et la conséquence aussi.

L'expérience que traverse la classe ouvrière de Grèce est à cet égard édifiante. Il est clair que dans ou hors de l'UE, avec ou sans l'euro, avec la droite ou avec Syriza, c'est le peuple qui paiera la note si la bourgeoisie reste au pouvoir. Seul un pouvoir dirigé par la classe ouvrière peut en effet prendre la décision d'annuler unilatéralement la dette et de prendre en main la reconstruction de l'économie sur une autre base que celle des intérêts du capital financier, c'est-à-dire sur la base des intérêts du peuple. Dans une telle perspective, la question de la sortie de l'UE se résoudra d'elle-même.

Ainsi, il appartient aux prolétariats d'Europe de mener la lutte sociale et politique d'abord contre leur propre bourgeoisie, et non d'accuser les bourgeoisies étrangères de leurs malheurs. L'idée selon laquelle la sortie de l'Europe serait la condition d'une avancée vers le socialisme est erronée et trompeuse. Dans ou hors de l'Europe, la voie de la révolution c'est celle de la destruction de l'appareil d'Etat national et la conquête du pouvoir par le prolétariat. C'est cette ligne là que les communistes doivent développer. Fixer un autre objectif à la lutte de classe, c'est en détourner les prolétaires et les travailleurs exploités. C'est se mettre sur le terrain d'une fraction ou d'une autre de la bourgeoisie nationale.

ROCML - Le 10 juillet 2015

Adresse électronique du ROCML Roc.ml@laposte.net Site du ROCML : <http://www.Rocml.org>

Adresse électronique de la JCML : jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML : ASS. GRANDROC Villa OctoSun 3 clos de lutché – 31380 GARIDECH